

CountrySide

European Landowners' Organization

N° 209

JANVIER-FÉVRIER - BIMENSUEL - FR



Manifeste des élections européennes 2024

La gestion des terres européennes pour demain



Editorial

Thierry de l'ESCAILLE, Président exécutif

Tables des matières

- 3 Manifeste des élections européennes 2024
La gestion des terres européennes pour demain

- 7 Des temps difficiles

- 8 Renforcer la durabilité de l'agriculture
grâce à la politique commerciale

- 9 Nomination d'un nouveau conseil consultatif
pour soutenir la mission du Forum
en matière de transformation du
système agroalimentaire

- 10 2024 Les enseignements de la recherche
au service de la future réforme de la PAC

- 13 L'aigle impérial revient à La Ronca (Espagne)

- 14 EUWAY - conférence finale
sur le projet relatif à la pénurie d'eau

La Commission de Ursula von der LEYEN, mettant « la charrue avant les bœufs » - soit le Pacte Vert, en disant que l'urgence était telle qu'on n'avait pas le temps de prendre en considération les remarques de ceux qui devaient l'appliquer, passe maintenant le message qu'il faut absolument restaurer la compétitivité.

Même si prendre enfin en compte la compétitivité est urgent, on ne peut que conclure que le désastre que nous n'avons pas cessé d'annoncer est à nos portes. Triple désastre : 1) la compétitivité de nos entreprises est en berne, 2) l'intégration de l'environnement à l'économie a été écartée pour faire place à une politique de silos ou dès que vous souhaitez verdir votre action on vous somme de vous soumettre à toutes les contraintes environnementales. Sans intégration intelligente des deux aspects et désastre social généré on fait face à 3) : l'approche top-down des promoteurs de la grande transformation de l'économie qui a juste précipité les ruraux dans les rues.

L'ELO fait face à ces réalités et propose son manifeste à l'occasion des élections à venir. Il ne faut pas jeter tout ce que le Pacte Vert nous apporte, il faut le rendre juste, équilibré et donc praticable. Ne pas le faire nous vaudra une situation explosive dans les campagnes et des résultats électoraux surprenant.

Ursula von der LEYEN en a pris conscience, comme le démontre la réflexion qu'elle a lancé sur le futur de l'agriculture. Le pire qui pourrait en résulter serait de se tromper de combat et d'amalgamer toute une série de causes qui n'ont que peu à voir avec le sujet traité. Je vois aussi dans les autres grandes entités mondiales des tensions similaires se développer, même si c'est avec moins d'acuité car il y a un effet d'observation eu égard à ce qui se concocte en Europe. Le Royaume Uni de plus en plus urbain a en tout cas entrepris un changement aussi important, qui ne contente pas plus la majorité des exploitants.

ELO veut promouvoir une réflexion constructive, dans le respect de ce qu'elle a toujours proposé : le monde privé du fait de leur capacité économique sont au rang des meilleurs acteurs d'une économie durable respectant l'équilibre entre les trois piliers : économique, environnemental et social. Tout en s'attaquant aux défis urgents de notre société, il est essentiel que les décideurs politiques s'engagent avec ceux qu'ils réglementent lorsqu'ils définissent les problèmes et proposent une législation. Des politiques précipitées augmentent le risque de revers et d'érosion de la confiance, qu'il est difficile de regagner.

ELO salue les efforts visant à renforcer le dialogue et la reconnaissance des propriétaires fonciers et des gestionnaires de terres en tant que partenaires stratégiques de l'agenda de la croissance verte.

Manifeste des élections européennes 2024

La gestion des terres européennes pour demain

Ce manifeste présente nos priorités à l'approche des élections européennes et invite les décideurs politiques à reconnaître le rôle central des propriétaires fonciers dans la construction d'un avenir prospère et harmonieux pour l'Europe.



ELO invite l'UE à faire face au changement climatique en :

1

Relançant le programme de l'UE sur la croissance écologique et la décarbonisation

ELO adhère à l'objectif d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2050. Le meilleur moyen de décarboniser l'économie est de se focaliser sur le remplacement des combustibles fossiles et des matériaux à forte teneur en carbone. Cela implique de privilégier les produits renouvelables et les procédés circulaires, afin de promouvoir une bioéconomie durable. Cela signifie également qu'il faut tenir compte des pressions exercées sur les territoires et mettre en place des politiques qui favorisent la multifonctionnalité. Cela peut conduire à une UE plus efficace, plus effective et plus durable.

2

Soutenant une approche territoriale proactive en faveur de l'adaptation au changement climatique

L'agriculture et la sylviculture font partie des secteurs les plus affectés par le climat et, par conséquent, vulnérables au changement climatique. Une action isolée n'est pas suffisante pour relever les défis que le changement climatique présente et présentera, tels que les événements climatiques extrêmes, les incendies de forêt, les ravageurs et les épidémies, les inondations et la pénurie d'eau, les fluctuations de productivité et les modifications des écosystèmes. Il est nécessaire de prendre des mesures préventives et flexibles qui peuvent aller à l'encontre des hypothèses préconçues, notamment sur l'invasion des espèces exotiques.

3

Promouvoir un système de récompense s'appuyant sur le marché pour la suppression des émissions de carbone

Les secteurs liés à l'utilisation des terres sont indispensables à la réalisation de l'objectif de 310 millions de réduction de CO2 d'ici 2030. Cet objectif doit être accompagné de signaux de marché appropriés. ELO s'engage à soutenir les méthodes minimisant la charge administrative pour les exploitants de terres, reconnaissant les pionniers, calculant avec précision les niveaux de référence et prenant en compte la continuité d'une manière réaliste. Ces méthodes devraient également tenir compte des activités et des conditions environnementales spécifiques de chaque région. Plus tôt le cadre permettra de renforcer le marché du carbone, plus tôt les objectifs pourront être atteints.



ELO invite l'UE à promouvoir un programme d'autonomie stratégique incluant les secteurs terrestres en :

1

Garantissant la sécurité alimentaire

Étant confrontés à une forte pression de la part des fournisseurs d'intrants et des acheteurs de produits agricoles, les agriculteurs et les gestionnaires des territoires de l'UE doivent faire face à des difficultés croissantes en raison du changement climatique et des incertitudes géopolitiques. Ces circonstances conduisent à des investissements sous-optimaux, qu'il convient de traiter de manière stratégique. Des améliorations dans la production alimentaire durable sont également nécessaires pour conserver notre position de leader dans le commerce agroalimentaire. Ce rôle est essentiel non seulement pour la sécurité alimentaire, mais aussi comme condition préalable au maintien de notre position d'influence afin de promouvoir un plan d'action en faveur du développement durable.

2

Reconnaissant le potentiel du secteur terrestre pour mettre fin à la dépendance énergétique de l'UE

Dans un contexte d'incertitude et d'instabilité énergétiques, l'UE doit soutenir le développement de ses propres ressources énergétiques pour la consommation locale. Les secteurs terrestres ont la capacité de fournir ce type d'énergie, notamment de la bioénergie, l'énergie solaire et l'énergie éolienne, et donc de contribuer à l'indépendance énergétique de l'UE. La multifonctionnalité des zones agricoles présente un grand potentiel, permettant à la production alimentaire, la nature et la production d'énergie de coexister.

3

Valorisant le caractère multifonctionnel du secteur forestier

Les forêts européennes sont gérées de manière à assurer des fonctions multiples et interdépendantes. La gestion durable des forêts est un concept complexe qui a pour but de trouver un équilibre entre les différentes fonctions de la forêt, y compris la production et le soutien de différents services écosystémiques. La diversité des forêts de l'UE nécessite de recourir aux structures nationales et à l'expertise des propriétaires forestiers. Ceux-ci devraient être soutenus dans leurs efforts pour minimiser les impacts négatifs du changement climatique sur les écosystèmes forestiers, dont la capacité d'adaptation est plus lente, garantissant ainsi la résilience du secteur.



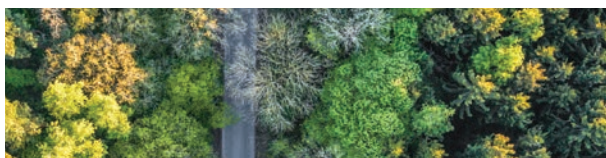
ELO invite l'UE à promouvoir un programme d'autonomie stratégique incluant les secteurs terrestres en :

4

Restant à la pointe de la technologie et de l'innovation dans le secteur agricole

Notre vision est de faire progresser les techniques agricoles durables, en garantissant pour le futur un secteur résilient et compétitif. ELO encourage les dirigeants de l'UE à privilégier une mise en œuvre rapide du règlement sur les nouvelles techniques d'ingénierie génétique. Nous prôtons des alternatives plus sûres et durables sur le plan environnemental pour soutenir des cultures résistantes aux maladies et au changement climatique. Soulignant l'importance de la recherche et de son autorisation, nous appelons à des efforts concertés pour mettre ces produits à la disposition des agriculteurs dès que possible.

Les agents de lutte biologique (tels que les prédateurs, les parasitoïdes, les micro-organismes et les peptides) sont généralement considérés comme moins toxiques et plus durables que les pesticides, et ils répondent à la volonté de la société d'avoir des solutions naturelles. L'adoption de la lutte biologique dans l'UE a été laborieuse, et plusieurs défis doivent être relevés, tels que les obstacles réglementaires ou les lacunes en matière de savoir. Les dirigeants politiques doivent relever ces défis et soutenir l'adoption d'une innovation accrue en matière de solutions naturelles pour la protection des cultures, en adaptant le cadre réglementaire et politique actuel.



ELO invite l'UE à renforcer son engagement environnemental en :

1

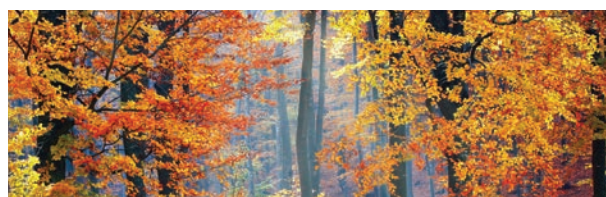
Gérant les écosystèmes européens dans une perspective d'avenir

Le changement climatique a un impact sur les écosystèmes européens et leur biodiversité que nous ne connaissons pas encore parfaitement. Cependant, il est évident que des décisions importantes doivent être prises dès à présent. Devant les multiples crises, il est tentant de privilégier les résultats à court terme au détriment des solutions durables. Une approche à long terme est cependant d'une importance cruciale pour faire face aux changements extrêmes de plus en plus réguliers auxquels nous serons confrontés. Nous devons aller au-delà de la protection et de la restauration. Nous devrions plutôt fournir des outils adéquats et des moyens supplémentaires aux gestionnaires des terres qui peuvent aider les écosystèmes à prospérer et à fournir les services dont la société a besoin.

Reconnaissant que de multiples systèmes agricoles, forestiers et paysagers doivent coexister.

2

ELO souligne le besoin impératif de reconnaître que la durabilité surpasse toute méthode de production distincte. Les gestionnaires des terres européens sont confrontés à une multitude de défis, parmi lesquels le changement climatique occupe une place prépondérante. Notre secteur agricole doit également répondre aux pressions politiques et sociétales visant à réduire l'utilisation d'engrais minéraux et de pesticides, à diminuer les émissions d'azote, à fournir des services écosystémiques, à restaurer les habitats naturels et à garantir une production abordable de cultures alimentaires et de matières premières. Ce contexte aux multiples facettes nécessite une approche holistique, qui permette de relever tous ces défis de manière simultanée.



Mettant l'accent sur les mesures d'incitation à la restauration de la nature et sur d'autres mesures de protection de la biodiversité

3

Mettant l'accent sur les mesures d'incitation à la restauration de la nature et sur d'autres mesures de protection de la biodiversité

La stratégie actuelle de protection de la nature et de lutte contre la perte de biodiversité repose principalement sur des restrictions et pas suffisamment sur des incitations. Nous devons passer d'une stratégie prescriptive à un système qui met en œuvre une variété de solutions simples. Les connaissances scientifiques et pratiques devraient permettre de changer réellement les choses sur le terrain. Nous sommes préoccupés par les pressions croissantes exercées sur les terres, en particulier par le fait que de plus en plus de terres sont supposées être consacrées à la nature, sans tenir compte des répercussions. La loi sur la restauration de la nature en particulier, mais aussi le réseau accru de zones protégées et strictement protégées, doivent être examinés en tenant compte de leurs répercussions diverses. Poursuivre la protection de l'environnement sans tenir compte de la viabilité économique et de l'équité sociale conduira à des résultats insatisfaisants.

Encourageant la conservation privée

4

Les exploitants et propriétaires terriens privés doivent être au centre des décisions politiques et des actions qui en découlent pour la protection de l'environnement. En effet, lorsque les propriétaires terriens fournissent des biens publics, ils le font en s'appuyant sur des connaissances spécialisées, des méthodes efficaces et au moindre coût. En leur offrant un soutien et des incitations, telles que des allègements fiscaux ou des servitudes de conservation, nous les encourageons à contribuer volontairement aux objectifs de conservation. Les propriétaires terriens privés devraient bénéficier d'une certaine flexibilité dans la mise en œuvre des réglementations de l'UE afin de garantir la réalisation des objectifs de protection de l'environnement et de développement durable sur leurs terres. À cette fin, ils devraient disposer d'un éventail de mécanismes de soutien existants, y compris des ressources financières et des formations.



JOHN DEERE

NOTHING RUNS LIKE A DEERE



JOHN DEERE
OPERATIONS CENTER™



AGRICULTURE DURABLE

AXÉE SUR LA TECHNOLOGIE



Home



Map

Settings

FARM SMART, PROFIT MORE

Entrez dans le futur de l'agriculture durable avec notre gamme complète d'agriculture de précision. La modulation intraparcellaire et les autres solutions technologiques permettent aux exploitations agricoles d'être plus efficaces, rentables et durables.

Vous pourrez prendre rapidement des décisions plus intelligentes basées sur des données réelles pour optimiser efficacement l'utilisation de vos ressources, améliorer la santé des sols tout en augmentant le potentiel de rendements de vos parcelles.

Contactez dès maintenant votre concessionnaire John Deere, des experts sont prêts à vous aider !



**DECOUVREZ CE QUE LES
SOLUTIONS JOHN DEERE
PRECISION AG
TECHNOLOGY PEUVENT
FAIRE POUR VOUS**



ELO invite l'UE à renforcer son engagement environnemental en :

5

Encourageant les initiatives relatives à la santé des sols

La santé des sols est indispensable pour assurer notre capacité à produire des denrées alimentaires et à maintenir des écosystèmes stables. ELO suit de près la proposition de loi sur la surveillance des sols (Soil Monitoring Law) et souligne l'attention portée à tous les types de sols ainsi que l'importance d'améliorer les informations les concernant. La recherche est essentielle pour développer des outils et des mécanismes de résilience bien définis et efficaces afin de soutenir les gestionnaires des terres. Nous préconisons une approche progressive, utilisant la révision de la directive après l'évaluation initiale de la santé des sols pour développer de meilleures propositions de résilience, en collaboration avec ceux qui doivent les appliquer.

6

Gestion de l'eau

Les problématiques liées à la disponibilité de l'eau ne sont pas traitées de manière adéquate, en particulier à une époque où les inondations et les sécheresses sont monnaie courante. Le changement climatique accentue les défis de la gestion des ressources en eau, notamment en rendant plus difficile la prévision de la fréquence et de l'ampleur des inondations et des sécheresses. Cela pose des difficultés à tous les secteurs, les impacts agricoles et écologiques pouvant être négligés lorsque ces problèmes sont plus sévères. Des efforts supplémentaires sont nécessaires en ce qui concerne l'utilisation optimale de l'eau et la disponibilité des réservoirs, mais aussi en ce qui concerne le traitement des eaux usées. ELO encourage une stratégie qui promeut une politique de résilience de l'eau qui implique les exploitants terriens et tient compte de leurs préoccupations.



ELO invite l'UE à agir pour la prospérité des commerces

1

Favorisant une PAC solide qui reste le meilleur outil pour les gestionnaires de terrains

La PAC est vitale pour la garantie d'un secteur agricole compétitif, contribuant à la gestion durable des forêts et au soutien des zones rurales. Ce n'est pas une tâche facile face aux pressions budgétaires et à des circonstances de plus en plus difficiles. L'agriculture est le principal secteur sous la responsabilité de

l'UE, et les responsables politiques doivent prendre leur responsabilité au sérieux. Alors que la nouvelle réforme est toujours en phase initiale de mise en oeuvre, il est important de suivre son développement et la réalisation de ses nombreux objectifs stratégiques, tout en laissant la place aux ajustements et à l'innovation..

Considérant les spécificités et les besoins des entreprises rurales

2

Il existe de nombreux types d'entreprises rurales à structures diverses. Les conditions indispensables à leur croissance sont la garantie des droits de propriété privée et la gestion intergénérationnelle. Les différentes échelles, structures juridiques et méthodes de gestion de ces entreprises doivent être dûment prises en compte au niveau européen. Les exploitations agricoles, les forêts et les entreprises rurales durables doivent être au centre de l'économie rurale européenne, quelles que soient la structure, l'échelle ou la spécialité de l'entreprise.

Assurant un avenir à nos zones rurales

3

Les zones rurales sont souvent soumises à des pressions supplémentaires, en raison des économies d'échelle, des besoins en infrastructures et des contraintes climatiques qui pèsent sur les secteurs terrestres. Le risque de désertification est particulièrement élevé dans certaines zones rurales. La mosaïque et les structures paysagères diversifiées, autrefois typiques, ont été remplacées par des zones de forêts et d'arbustes non gérées, sujettes aux incendies et à la désertification conséquente. Ce cas extrême démontre l'importance du maintien de la dynamique dans les zones rurales.



ELO invite l'UE à agir pour la prospérité des commerces

Sécurisant les plateformes de dialogue

4

Tout en abordant les défis urgents de notre société, il est essentiel que les responsables politiques s'engagent avec ceux qu'ils réglementent lorsqu'ils définissent les problématiques et soumettent des propositions de législation. Des politiques précipitées augmentent le risque de revers et la perte de confiance, qu'il est difficile de regagner.

ELO approuve les efforts visant à renforcer le dialogue et la reconnaissance des propriétaires terriens et des gestionnaires de terres en tant que partenaires stratégiques de l'agenda de la croissance verte.

Sans perdre de vue les objectifs à long terme, il est impératif de gérer et de résoudre efficacement les problèmes quotidiens au fur et à mesure qu'ils apparaissent. Les conflits entre les grands carnivores et les Hommes sont de plus en plus nombreux et il convient d'encourager la discussion. ELO s'engage, en tant

que co-président de la plateforme européenne pour la coexistence, à promouvoir le dialogue et à faire entendre la voix de la communauté rurale.

Dans cette optique, il est important que l'Intergroupe "Biodiversité, Chasse, Ruralité du Parlement européen soit renouvelé pour la législature 2024-2029, car il constitue un véhicule essentiel du dialogue entre le Parlement européen et les parties prenantes rurales.

Plus d'informations sur l'Intergroupe du Parlement européen "Biodiversité, Chasse, Ruralité" ("*Biodiversity, Hunting, Countryside*") et sur la Plateforme Grands Carnivores (*Large Carnivores Platform*) sont disponibles sur le site de ELO



ELO invite l'UE à encourager une digitalisation en :

1 Utilisant la technologie pour stimuler l'innovation

De meilleures données et connaissances sont cruciales. L'application des technologies numériques au moyen de machines, d'outils de surveillance, d'analyses de terrain et d'autres outils, est très prometteuse en termes de réduction de l'utilisation des ressources, d'augmentation de la rentabilité des exploitations agricoles et de progrès sur le plan de l'environnement.

Les satellites et l'intelligence artificielle sont en train de transformer notre façon de concevoir les problématiques et leurs solutions. Toutefois, la réglementation risque d'être constamment en décalage par rapport à cette évolution. Il est donc essentiel d'impliquer les différentes parties prenantes lors de la conception de nouveaux outils, en particulier ceux qui sont imposés par les législateurs. Il est important de faire évoluer l'état d'esprit actuel en passant d'un contrôle centralisé des politiques à des outils spécifiques d'aide à la gestion..

2 Garantissant la confidentialité des données des entreprises rurales

ELO demeure préoccupé par la protection de la vie privée et des données. Bien que nous soyons favorables au développement et à l'utilisation d'outils de numérisation, en particulier avec le recours accru aux satellites, il est important que les données partagées soient limitées à un format agrégé et que le processus de collecte, de stockage et de traitement soit transparent et comprend des mécanismes de rectification.

Les données recueillies dans le cadre de l'agriculture numérique appartiennent à l'agriculteur et font partie de sa propriété. Toute distribution de ces données ou utilisation par des tiers doit être clairement convenue par contrat avant que le partage des données ne soit autorisé. L'utilisation d'outils numériques dans le cadre des contrôles agricoles de la PAC est encouragée, mais doit être soumise aux mêmes normes de confidentialité. Au fur et à mesure que les outils progressent, il convient d'accorder une plus grande attention à leurs éventuels inconvénients.

Des temps difficiles

Dr Jurgen TACK, Secrétaire général d'ELO

Nous vivons une époque difficile, où un leadership intelligent est plus que jamais nécessaire. 2024 est une année charnière pour l'Europe, qui doit élire ses futurs dirigeants, dont les décisions auront un impact significatif sur notre bien-être. Il a été prouvé que l'engagement politique en faveur des droits de propriété a un impact positif direct sur la croissance économique. La croissance économique, à son tour, constitue le fondement de la volonté de s'attaquer aux problèmes environnementaux. En tant qu'ambassadrice des entrepreneurs ruraux en Europe, ELO joue un rôle essentiel dans l'élaboration des politiques liées au développement économique, social et écologique.

ELO reconnaît la nécessité d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2050. Cependant, cet objectif ne peut être atteint qu'en soutenant des actions proactives au niveau des terres pour l'adaptation au changement climatique et en soutenant un système de récompense basé sur le marché pour les absorptions de carbone.

ELO appelle l'UE à reconnaître le potentiel du secteur terrestre pour mettre fin à la dépendance énergétique de l'UE, et à reconnaître le secteur forestier multifonctionnel de l'UE.

L'UE devrait promouvoir un programme d'autonomie stratégique qui inclut les secteurs terrestres en suivant le rythme de la technologie et de l'innovation dans la sylviculture et l'agriculture.

L'ELO est conscient du défi que représente la gestion des écosystèmes européens pour l'avenir. Cependant, il faut reconnaître que de multiples systèmes agricoles, forestiers et paysagers doivent coexister. Pour atteindre les objectifs en matière de biodiversité, il est urgent de promouvoir et de soutenir la conservation des terres privées.

L'ELO demande à l'UE d'agir pour la prospérité des entreprises rurales en soutenant une PAC forte qui reste le meilleur outil pour les gestionnaires des terres, tout en tenant compte des spécificités et des besoins des entreprises rurales et en préparant l'avenir de nos zones rurales.

Les données deviennent un aspect de plus en plus important de la vie quotidienne, y compris dans les campagnes. ELO reste préoccupé par les aspects liés à la protection de la vie privée et des données. Les données recueillies dans le cadre de l'agriculture numérique appartiennent à l'agriculteur et font partie de sa propriété. Toute distribution de ces données ou utilisation par des tiers doit être clairement convenue par contrat avant que le partage des données ne soit autorisé.

Tout en s'attaquant aux défis urgents de notre société, il est essentiel que les décideurs politiques s'engagent avec ceux qu'ils réglementent lorsqu'ils définissent les problèmes et proposent une législation. Des politiques précipitées augmentent le risque d'échecs et d'érosion de la confiance, qu'il est difficile de regagner. ELO demande donc à l'UE de renforcer le dialogue et la reconnaissance des propriétaires fonciers et des gestionnaires de terres en tant que partenaires stratégiques de l'agenda de la croissance verte.

Si vous souhaitez en savoir plus sur les demandes d'ELO à la prochaine Commission européenne, consultez notre Manifeste des élections européennes 2024 : « *La gestion des terres européennes pour demain* ».

Renforcer la durabilité de l'agriculture grâce à la politique commerciale



*La politique commerciale et la durabilité de l'agriculture sont-elles en conflit ?
Ou bien de nouvelles formes de politique commerciale peuvent-elles renforcer la durabilité mondiale en orientant les priorités locales ?*



La durabilité des systèmes agroalimentaires mondiaux est une question de plus en plus urgente, mais elle ne peut pas être abordée avec une approche unique. La prévalence croissante des mesures de durabilité dans les pays du monde entier pourrait avoir des conséquences inattendues sur le commerce, la productivité et la rentabilité agricoles, ainsi que sur les communautés rurales et le climat.

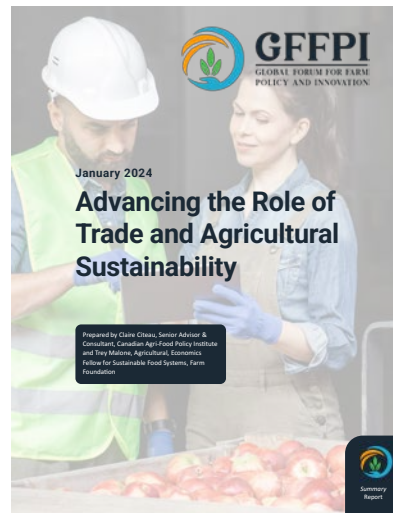
Un nouveau rapport du « Global Forum on Farm Policy & Innovation » (GFFPI) identifie les défis et les domaines d'opportunité dans la manière dont le commerce et la durabilité agricole peuvent travailler ensemble. Intitulé « Advancing the Role of Trade and Agricultural Sustainability », ce rapport s'appuie sur le premier atelier public-privé organisé par le GFFPI en octobre 2023 à l'OCDE, avec le soutien de l'Australie, des Pays-Bas et du Japon.

L'atelier a réuni des représentants des États membres et du Secrétariat de l'OCDE, de l'industrie agroalimentaire, des leaders d'opinion et des experts en la matière d'Europe, d'Amérique du Nord, du Japon et d'Australie à la fin de l'année dernière pour analyser le rôle du commerce dans l'amélioration de la durabilité de l'agriculture.

Plus de 80 participants ont participé à des discussions dynamiques sur des solutions réalisables, notamment la création d'une plateforme mondiale d'échange de connaissances, l'intégration d'une approche axée sur les résultats dans la politique commerciale et l'élaboration d'indicateurs communs pour mesurer les progrès accomplis. L'atelier a également souligné l'importance des données et de la transparence, ainsi que la nécessité d'une collaboration entre les gouvernements et le secteur privé à l'échelle mondiale.

Les points clés identifiés dans le rapport sont les suivants :

- Améliorer les systèmes alimentaires et le commerce grâce à des approches de la durabilité fondées sur les résultats,
- Intensifier la coopération mondiale pour soutenir des politiques cohérentes et un cadre mondial pour l'agriculture durable,
- Optimiser le commerce pour rendre l'agriculture durable et rentable, et



- Exploiter les données et les technologies pour transformer la manière dont nous cultivons et commercialisons les denrées alimentaires.

Les représentants du GFFPI ont été impressionnés par la profondeur de vue et d'analyse que les participants à l'atelier ont apportée au sujet. « Bien que les accords commerciaux ne puissent pas dicter les choix politiques nationaux, ils peuvent aider à atteindre des objectifs nationaux tout en respectant les perspectives locales », a déclaré Tyler MCCANN, Directeur général de l'Institut canadien des politiques agro-alimentaires. « Les participants étaient convaincus que les approches axées sur les résultats encouragent l'innovation, tandis que les approches prescriptives et unilatérales peuvent entraver le progrès et bloquer l'accès au marché. »

Les participants, dont les sentiments ont été consignés dans le rapport post-événement, ont souligné la nécessité, au niveau international, de veiller à ce que le commerce soit fondé sur une vision et une compréhension communes de systèmes alimentaires durables complets.

Les normes et lignes directrices mondiales peuvent permettre aux pays d'améliorer la durabilité tout en évitant les distorsions commerciales et le protectionnisme, a déclaré Katie MCROBERT, Directrice générale de l'Australian Farm Institute. « Les parti-

cipants à l'atelier se sont montrés très favorables à l'adoption de valeurs communes en matière de durabilité, ce qui nous aidera à travailler en coopération pour obtenir de meilleurs résultats pour les systèmes agroalimentaires du monde entier », a déclaré Mme MCROBERT.

Mark TITTERINGTON, Cofondateur et Directeur du ForumforAg, a déclaré qu'il y avait deux façons d'envisager la durabilité et le commerce : comment le commerce peut-il soutenir l'agriculture durable et comment les politiques visant à la durabilité peuvent-elles faciliter le commerce ? « Alors que les revenus agricoles sont réduits et que les agriculteurs et les gestionnaires des terres subissent les effets du changement climatique et de la perte de biodiversité, nous devons de plus en plus penser et agir en faveur d'un changement systémique afin de construire un système agroalimentaire plus résilient, plus durable et plus intelligent face au climat. Le commerce est un élément clé de ce système et nous devons nous demander comment faire en sorte que la politique commerciale soit un moteur de la durabilité de l'agriculture. Ce premier atelier a permis de dégager un certain nombre d'idées et d'enseignements clés, ainsi que d'identifier des questions à approfondir, et nous sommes ravis d'avoir travaillé avec nos partenaires mondiaux pour orchestrer une discussion unique sur ce sujet avec un éventail aussi diversifié de parties prenantes ».

Shari ROGGE-FIDLER, PDG de la Farm Foundation, a déclaré que les agriculteurs et les éleveurs jouaient un rôle essentiel dans la durabilité et les solutions climatiques. « Nous devons veiller à ce que l'environnement politique leur permette de jouer ce rôle plutôt que de leur imposer des charges excessives, et à ce que les politiques commerciales soutiennent le marché », a déclaré Mme ROGGE-FIDLER.

Cet atelier était le premier d'une série d'événements prévus pour 2024 et au-delà afin d'encourager les idées et de faire converger les points de vue sur la voie à suivre.

Vous pouvez lire et télécharger le rapport complet sur www.forumforag.com

Nomination d'un nouveau conseil consultatif pour soutenir la mission du Forum en matière de transformation du système agroalimentaire



Le Forum a annoncé en février la création d'un nouveau conseil consultatif chargé de l'aider à accomplir sa mission, à savoir contribuer à la mise en place d'un système agricole et alimentaire plus résilient, plus durable, plus intelligent sur le plan climatique et plus respectueux de la nature.

Le Conseil sera composé de parties prenantes de premier plan disposant d'un large éventail d'expertise et d'expérience sur les questions de durabilité dans le système agroalimentaire. Il fournira en particulier une expertise indépendante et externe sur laquelle le président et les dirigeants du Forum pourront s'appuyer pour développer la stratégie globale, maintenir les partenariats existants et en créer de nouveaux, et contribuer à représenter et à amplifier notre travail.

Les membres du Conseil consultatif exerceront un premier mandat de deux ans, à titre personnel. Les premiers membres sont:



Tassos HANIOTIS, Chercheur invité principal à l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués et ancien membre de la Commission européenne.

M. HANIOTIS a été un haut fonctionnaire de longue date de la Commission européenne. Il a occupé en dernier le poste de Directeur de la stratégie, de la simplification et de l'analyse des politiques à la DG Agriculture et développement rural. Outre plusieurs autres fonctions de direction à la DG AGRI, Tassos a notamment été chef de cabinet adjoint de l'ancien commissaire européen à l'agriculture, Franz FISCHLER, et conseiller agricole au sein de la délégation de la Commission européenne aux États-Unis. Récemment membre de l'Association européenne des économistes agricoles, il est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en économie agricole de l'université de Géorgie, aux États-Unis, et d'une licence en économie de l'université d'économie et de commerce d'Athènes, dans son pays natal, la Grèce. Il a également été chercheur invité au « Centre for European Agricultural Studies », Wye College, University of London, où il s'est concentré sur les relations commerciales agricoles entre l'UE et les États-Unis dans le cadre du cycle d'Uruguay des négociations du GATT, avant de rejoindre la Commission européenne. Depuis sa retraite de la Commission euro-

péenne, M. HANIOTIS est « Senior Guest Research Scholas » à l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués.



Geneviève PONS, Directrice générale et vice-présidente, Europe Jacques DELORS

Mme PONS a précédemment travaillé au sein du cabinet de M. Jacques DELORS lors de ses derniers mandats en tant que président de la Commission européenne (CE) (1991-1995), en se concentrant sur le climat et l'environnement. Elle est Directrice honoraire de la Commission européenne où elle a occupé plusieurs postes de direction avant de devenir directrice du service juridique de l'OIT en 2013, et directrice du bureau européen du WWF en 2015. Depuis novembre 2017, elle dirige « Europe Jacques DELORS », dernier né de la famille des think tanks perpétuant la vision européenne de ce dernier. Elle est diplômée de Sciences Po Paris, de la Sorbonne et de l'ENA.

Geneviève PONS est considérée par Politico comme l'une des femmes les plus influentes à Bruxelles, notamment dans le domaine de l'environnement. Elle est membre de la mission « EU : Restore our Ocean and Waters », présidée par Pascal LAMY. Elle copréside avec Pascal LAMY la coalition Antartica2020, qui vise à protéger les vastes zones marines autour de l'Antarctique. Elle est également chevalier de la Légion d'honneur.



Ann TUTWILER, Présidente de l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition et ancienne Directrice générale de « Bioversity International »

Présidente de l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition et membre du

conseil d'administration de CABI. En outre, elle est « Senior Fellow » au « Meridian Institute » et présidente du Conseil consultatif pour l'évaluation comparative de l'alimentation et de l'agriculture à la « World Benchmarking Alliance ». Auparavant, Ann a présidé le programme de recherche sur l'eau, la terre et les écosystèmes du CGIAR ainsi que le conseil de surveillance de la Fondation pour l'accès aux semences.

Ann TUTWILER, a également été directrice générale de Bioversity International et directrice générale adjointe de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome (Italie). Elle a également été conseillère du secrétaire américain à l'agriculture, Tom VILSACK, où elle a travaillé à l'élaboration et à la mise en œuvre de Feed the Future, sous l'administration OBAMA.

Janez POTOČNIK, président du ForumforAg, a commenté cette annonce : « *Partout où nous regardons, les revenus agricoles sont réduits et les effets du changement climatique, ainsi que la perte de biodiversité, se font sentir dans l'ensemble de notre système agricole et alimentaire. Les agriculteurs et les gestionnaires de terres supportent une grande partie du coût de ces effets, qui remettent en cause la viabilité de leurs entreprises. Le Forum s'étant engagé à jouer son rôle dans la résolution de ces problèmes et dans la conduite du changement par le biais du « Call to Action » que nous avons lancé en mars dernier, nous renforçons notre capacité à remplir notre mission et nos engagements grâce à la création de notre nouveau Conseil consultatif. Je suis ravi que ces trois personnalités très respectées aient accepté de rejoindre le Conseil et de nous faire bénéficier de leur expérience et de leur expertise considérables. La transformation du système agroalimentaire n'a jamais été aussi urgente ni aussi importante et je ne doute pas que l'étape que nous avons franchie aujourd'hui permettra au Forum de maximiser son impact dans le cadre de cet effort.* »

Pour plus d'informations:
www.forumforag.com



2024 Les enseignements de la recherche au service de la future réforme de la PAC

Résumé par Liz WILSON



L'élaboration des politiques en période difficile - le rôle des outils analytiques dans le débat sur la politique de la PAC

Comment les preuves scientifiques peuvent-elles améliorer la PAC afin qu'elle prenne mieux en compte l'environnement ? C'est avec cette question pressante que Gabriele SACCHETTINI, de la Fondation RISE, a planté le décor de la discussion du jour.

Le contexte du débat a été présenté dans le discours d'ouverture de Tassos HANIOTIS, conseiller spécial pour la productivité durable du ForumforAg. Il a été franc : les débats actuels sur l'agriculture, le Pacte vert, la sécurité alimentaire et le changement climatique sont extrêmement polarisés. Cette polarisation alimente la frustration, l'une des politiques phares du « Green Deal » a été abandonnée et toute référence à l'agriculture est désormais négative. « Nous avons atteint un niveau où le débat est tellement polarisé que ce sera un jour sombre, que nous changions quelque chose ou que nous ne changions rien », a-t-il déclaré. Nous devons remettre les débats sur les rails, voir ce qu'il faut faire - mais comment atteindre ce tournant ?

Un besoin fondamental est de revoir les hypothèses formulées et les objectifs fixés dans le passé et de produire une base de référence crédible. Il faut également discu-

ter des données, qui seront l'un des sujets récurrents de la journée : l'utilisation des données, la confidentialité des données, l'accessibilité, la quantité écrasante de données disponibles, mais aussi le manque de données. Le monde agricole a grand besoin de donner la priorité aux données utiles, a-t-il déclaré : face à la quantité de données disponibles, les gens ne savent pas lesquelles utiliser. Les données relatives à la chaîne alimentaire sont opaques et n'expliquent pas correctement les variations de prix. La collecte des données pose des problèmes : les données environnementales manquent et ne sont pas harmonisées. L'utilisation des données pose également des problèmes : par exemple, les modèles biophysiques doivent tenir compte de l'économie, et les modèles économiques doivent tenir compte de l'environnement.

Et quelle histoire racontons-nous avec les données ? Pour M. HANIOTIS, l'histoire devrait être celle de la productivité, mais il a constaté une réaction négative à ce mot. « Il existe un énorme potentiel d'augmentation durable de la productivité, de réduction des coûts de production et d'amélioration de l'environnement. C'est pourquoi des réunions comme celle-ci sont importantes. Il existe des exemples qui démontrent que c'est faisable. Là où nous avons échoué, c'est

dans la communication de ces exemples et, par conséquent, le débat a été basé sur des preuves plutôt que sur un échange de slogans ».

Les exemples de ce qui est faisable ont ensuite été présentés avec les trois projets du groupe Horizon AGRIMODELS, BESTMAP, MIND STEP et AGRICORE. Chaque projet a été décrit en termes d'objectifs, de méthodologie et de résultats, et les recommandations politiques ont été discutées plus tard au cours de la session.

Outils comportementaux, écologiques et socio-économiques pour la modélisation de la politique agricole - le projet BESTMAP

Tomáš VÁCLAVÍK, de l'université Palacký d'Olomouc, a présenté l'objectif du projet : développer un cadre de modélisation pour montrer dans quelle mesure les programmes et politiques agro-environnementaux ont été adoptés par les agriculteurs et quel est leur impact sur le paysage. Le projet a utilisé une approche méthodologique mixte combinant des entretiens avec des agriculteurs et des données, le développement de modèles et la réalisation de cinq études de cas. L'harmonisation des données a constitué un défi de taille. La notion de « programme agro-environnemental » n'a pas la même significa-

tion dans tous les pays, certains pays ont de nombreux programmes, d'autres seulement quelques-uns, et il y a d'autres problèmes concernant les données, comme l'a mentionné M. HANIOTIS.

BESTMAP a cependant constitué un changement par rapport aux modèles traditionnels qui ont ignoré la complexité de la prise de décision des agriculteurs. « Nous avons essayé de porter la casquette de l'agriculteur et de démêler la motivation, le raisonnement qui sous-tend ses décisions, et la manière dont ses décisions affectent les terres agricoles », a expliqué M. VÁCLAVÍK.

Le projet a été structuré de manière à permettre à l'équipe d'étudier différentes catégories d'exploitations et la manière dont elles adoptent les programmes agroenvironnementaux, ainsi que le taux d'adoption des différents types de programmes. Le résultat est complexe, mais les chercheurs ont pu tirer une conclusion générale : « Les grandes exploitations, en particulier celles qui se concentrent sur les cultures générales et le pâturage, sont plus susceptibles d'adopter des pratiques agro-environnementales que les petites exploitations. Et elles adoptent un éventail beaucoup plus large de pratiques. Il en ressort une leçon importante sur la motivation des agriculteurs : elle est principalement économique et les préoccupations environnementales sont secondaires. Qu'en est-il de l'effet de ces programmes sur la biodiversité et les écosystèmes ? Ils ont un impact, mais il est assez marginal », a conclu M. VÁCLAVÍK, souvent en raison de la bureaucratie et de contrats rigides et à long terme.

Modélisation de la prise de décision individuelle en agriculture - la boîte à outils du modèle MIND STEP

Le deuxième projet, MIND STEP, avait un objectif plus large que BESTMAP, a déclaré John HELMING, chercheur principal à Wageningen Economic Research. Le but était d'améliorer les modèles de prise de décision, ce qui a donné naissance à la boîte à outils MIND STEP - un ensemble d'outils qui permet de mieux représenter la diversité des exploitations agricoles - l'hétérogénéité dans la modélisation, l'interaction entre les exploitations, l'amélioration des interfaces entre les données et les modèles à différentes échelles. Les objectifs étaient également d'améliorer la transparence des méthodes, la durabilité, le développement de logiciels durables, l'évaluation des modèles et l'évaluation des politiques.

Le projet a été organisé autour de différentes études de cas, soit en se concentrant sur différents thèmes tels que les programmes agro-environnementaux, les émissions de gaz à effet de serre, la gestion des risques et ainsi de suite, soit en améliorant les modèles existants. « Mon objectif ultime serait d'améliorer la cohérence entre les modèles à différentes échelles », a déclaré M. HELMING.

« Qu'est-ce que les résultats des modèles à grande échelle signifient pour l'agriculteur individuel ? Cela devrait permettre d'améliorer la conception des politiques ainsi que la prévision de leur impact ».

L'un des éléments les plus importants était la question de l'intégration et de la connexion des données, et en particulier la tentative d'intégrer les données biophysiques aux données économiques, comme l'a mentionné M. HANIOTIS. MIND STEP a permis de générer de nouvelles données - par exemple, les facteurs socio-psychologiques qui déterminent les intentions et l'adoption des agriculteurs - qui ont ensuite pu être connectées à des modèles.

Le projet comprenait deux scénarios de référence, l'un sur les scénarios de taxation de l'atténuation du climat et l'autre sur la réduction de l'utilisation d'engrais naturels, qui ont suscité des réactions positives de la part des acteurs politiques, ainsi que de nombreuses questions sur la mise en œuvre et la faisabilité.

AGRICORE, un outil d'aide au développement des politiques agricoles basé sur des agents

Troisième projet du cluster, AGRICORE complète les autres en adoptant une approche basée sur les agents (ABM) où chaque ferme est modélisée comme un décideur autonome qui évalue individuellement son propre contexte et prend des décisions basées sur sa situation actuelle et ses attentes. Lisa BALDI, de l'Université de Parme, a souligné les synergies : « Nous fournissons un outil où toutes les informations [de BESTMAP et MIND STEP] peuvent éventuellement être réutilisées et collectées ».

Elle a présenté l'architecture de modélisation innovante du projet ainsi qu'une plateforme de composants, l'outil d'indexation des données de la recherche agricole (ARDIT), une ressource puissante pour l'identification des sources de données.

Cependant, le cœur du projet est le développement d'une nouvelle génération d'outils de GPA, utilisant les sciences informatiques avancées et les TIC. Grâce à cet outil, les agents - exploitants agricoles individuels ou exploitations - peuvent déclencher des scénarios individuels et utiliser les résultats pour prendre des décisions à long terme. « Les objectifs à long terme fixés par les agriculteurs sont utilisés comme limite pour une décision à court terme, sur une base annuelle », a expliqué Mme BALDI. Le projet, géré par un consortium de 10 partenaires divers, devrait s'achever en mai 2024.

Des études de cas régionales aux recommandations politiques européennes

Maintenant que l'on dispose d'une vue d'ensemble des trois projets qui ont recueilli des données et construit des modèles, l'auditoire

a été invité à se pencher sur l'étape suivante. Comment passer des études de cas BESTMAP à une zone plus large de l'Europe - et comment utiliser les résultats du projet pour informer les recommandations politiques ?

Présentant la session, James BULLOCK, du Centre britannique d'écologie et d'hydrologie, a expliqué que le point de départ consiste à comprendre dans quelle mesure les autres parties de l'Europe sont similaires aux régions faisant l'objet de l'étude de cas. Pour ce faire, on utilise des données et une « métrique de distance », une mesure statistique de la différence entre les caractéristiques des autres régions. La deuxième étape consiste à comprendre comment les modèles peuvent être transférés à d'autres régions à l'aide de méta-modèles. « Cela nous permet de savoir où nous pouvons transférer nos modèles », a déclaré M. BULLOCK.

Passant aux recommandations politiques européennes, ou, comme il l'a dit, aux « réflexions politiques », il a posé la question suivante : « Pourquoi pensons-nous que l'agroenvironnement est une question d'intérêt public ? Pourquoi pensons-nous que les programmes agro-environnementaux sont actuellement insuffisants pour soutenir la biodiversité et les services écosystémiques en Europe ? »

Voici quelques-unes des raisons qu'il a invoquées :

1. Les agriculteurs n'adhèrent pas aux programmes en raison de la lourdeur bu-



AGRILAND

Exploitant et/ou coordinateur
d'exploitations agricoles

Belgique
support@agriland.farm
☎ +32 (0)10 23 29 00

France
support@agriland.farm
☎ +33 (0)4 30 14 23 45

www.agriland.be

reaucraticque des rapports, du manque de conseils ou de conseils confus, du manque de flexibilité et de l'insuffisance des incitations financières.

2. Lorsqu'ils adoptent des programmes agro-environnementaux, ils n'ont pas tendance à les placer là où c'est le mieux pour la biodiversité ou les services écosystémiques, mais plutôt là où ils ont le moins d'impact sur la productivité ou le plus d'avantages économiques.
3. Certains programmes ont des effets positifs significatifs, mais d'autres ne sont pas cohérents.
4. Le manque de suivi et de données entrave l'amélioration des politiques.

Sur une note positive, le public s'est vu proposer un large éventail de solutions possibles. Tout d'abord, une meilleure coordination des cadres régionaux et nationaux d'utilisation des terres. Mieux cibler les programmes agro-environnementaux là où l'impact est maximisé, plutôt que là où les agriculteurs préfèrent les mettre en œuvre. Une meilleure utilisation des modèles et des données pour identifier l'impact des mesures locales sur le paysage. Co-conception, afin que les programmes soient mieux adaptés aux conditions environnementales et agricoles locales. Amélioration des conseils aux agriculteurs. Paiement pour les biens publics, plutôt que pour la simple mise en œuvre de programmes agroenvironnementaux. un meilleur suivi.

« *Peut-être avons-nous également besoin d'un meilleur cycle politique pour atteindre ces objectifs* », a déclaré M. BULLOCK. Ce cycle serait plus adaptatif, plus souple et plus polyvalent que l'actuelle approche descendante et septennale du renouvellement de la PAC.

Panel de discussion et dialogue

Les résultats de l'événement alimenteront la réunion annuelle du Forum pour l'avenir de l'agriculture en mars 2024. C'est dans cette optique qu'Emmanuelle MIKOSZ, Directrice adjointe et directrice de programme au Forum, a demandé aux six panélistes de suggérer comment intégrer l'énorme quantité de connaissances de la salle dans des recommandations politiques.

Ignacio PEREZ-DOMINGUEZ, du Centre commun de recherche de la Commission européenne, a déclaré que les outils fondés sur des données sont importants, de même que les approches ascendantes et une communication plus claire avec les agriculteurs. « Nous devons nous concentrer sur les outils, sur les politiques qui ont un effet sur l'environnement, mais qui sont également faciles à transmettre et à contrôler. »

Antonia LÜTTEKEN, de l'unité «Durabilité environnementale» de la DG AGRI, a souligné que, par le passé, les autorités natio-

nales n'ont pas saisi toutes les opportunités offertes par la PAC. « *Nous devons vraiment impliquer les États membres au niveau politique et discuter des opportunités.* »

Tassos HANIOTIS a évoqué des «questions liées au temps»: premièrement, le cycle politique et deuxièmement, le temps nécessaire pour voir les résultats des mesures agro-environnementales. Et avant que les mesures ne soient mises en œuvre, il faut savoir ce qui fonctionnera ou si des problèmes se posent.

Elisabet NADEU, analyste politique principale, PAC et alimentation, Institut pour la politique environnementale européenne, a estimé que l'échec des programmes agro-environnementaux actuels était dû en partie à des problèmes liés au cadre actuel de suivi et d'évaluation, au choix des indicateurs et à l'absence d'objectifs clairs. « Il ne s'agit pas seulement de chiffres à atteindre, il s'agit d'avoir un impact. Mais pour cela, nous devons savoir où nous allons ». Cela dit, elle estime que la PAC fait désormais l'objet d'une approche plus personnalisée, ce qui est globalement positif. Qu'est-ce qui pourrait contribuer à l'amélioration de la situation ? L'intégration de la PAC avec ce qui reste des objectifs du Pacte Vert ; des changements dans la gouvernance, impliquant différents types d'autorités à différents niveaux ; et l'intégration des autorités environnementales et climatiques dans le processus afin d'éviter de fixer des objectifs inatteignables. La conception du financement pourrait également être examinée.

Sur la question des indicateurs, M. HANIOTIS a évoqué les sols. « *Si nous nous concentrons sur la matière organique du sol et sur ce que nous mesurons exactement, nous serions bien mieux en nous concentrant sur quelques indicateurs.* »

Ana ROCHA, Directrice des politiques agricoles et forestières de l'UE à ELO, et également liée à l'exploitation agricole de sa famille, est revenue sur les récompenses

pour les biens publics et les services écosystémiques, affirmant qu'il y a beaucoup de place pour l'amélioration. Elle estime que la réforme de la PAC ouvre une porte à cet égard. Mme ROCHA a également abordé la question des données, en particulier la confidentialité des données et l'idée que les données devraient être plus librement accessibles afin de favoriser les projets ascendants et le partage des meilleures pratiques. Du point de vue des propriétaires terriens, il est nécessaire d'exercer un contrôle, mais aussi d'instaurer la confiance autour des nombreuses questions qui sont encore «en suspens», comme la question de savoir qui recueille les données, qui les analyse et qui les regroupe.

Les derniers mots sont venus de M. PEREZ-DOMINGUEZ, qui a déclaré qu'il serait provocateur. « *Pour en revenir à la durabilité économique, le prix est très important. Mais nous nous sommes peut-être trop concentrés sur l'aspect économique et n'avons pas pris en compte l'aspect environnemental. Avec l'inflation alimentaire, les prix très élevés, les agriculteurs n'ont jamais gagné autant qu'en 2023. Mais il y a d'autres problèmes que le revenu agricole. La bureaucratie, l'accumulation de politiques qui affectent indirectement les agriculteurs... la législation sur le climat, les pesticides, la législation sur le bien-être des animaux. C'est compliqué et c'est quelque chose dont nous devrions débattre et sur lequel nous devrions réfléchir nous-mêmes.* »

Regardez l'intégralité des sessions et écoutez notre podcast avec Guy ZIV de l'Université de Leeds discutant de BEST-MAP à l'adresse suivante :
www.forumforag.com

Pour obtenir des informations détaillées sur le groupe AGRIMODELS et sur chacun des projets, consultez le site
<https://agrimodels-cluster.eu/>.

Let's increase our food supply
without
reducing theirs

the
good
growth
plan

Syngenta Brussels Office
Avenue Louise, 489,
B-1050 Brussels
Tel: +32.2.642 27 27
www.syngenta.com
www.goodgrowthplan.com

syngenta

L'aigle impérial revient à La Ronca (Espagne)

La population d'aigle impérial ibérique a connu de nombreuses vicissitudes et a été au bord de l'effondrement au cours des 60 dernières années. Aujourd'hui, les couples reproducteurs augmentent chaque année, colonisant à la fois de nouveaux territoires et des territoires historiques. La situation générale offre une vision qui, bien qu'elle ne soit pas sans risque, est certainement beaucoup plus optimiste qu'elle ne l'était il y a quelques décennies.

Carlos OTERO, Président du CESE



"Paraje Los Mirabeles", finca La Ronca : la prairie de chênes verts centenaires est la zone de chasse de l'aigle impérial.

Les initiatives prises par les propriétaires privés depuis les années 1970 ont été exemplaires, extraordinairement généreuses et fondamentales pour le rétablissement de cette espèce. Le cadre juridique local, régional et national a bien sûr été une base nécessaire, les directives émises à Bruxelles sont également nécessaires, le soutien des administrations - la plupart du temps moral - est également nécessaire, mais l'effort individuel, combiné à celui des propriétaires privés qui se sont battus pour l'avenir de l'aigle impérial, a été, et on ne le dira jamais assez, absolument essentiel pour le succès de l'espèce.

Ils n'ont jamais rien demandé de plus que d'être autorisés à faire ce qu'ils font le mieux, à gérer la nature avec sagesse et à lutter pour la défense, la conservation et la promotion d'un patrimoine naturel unique au monde.

« Wildlife Estates », depuis 2003, a pu prendre ce relais pour contribuer à la conservation et à la promotion des couples reproducteurs d'aigle impérial dans ses 74 territoires en Espagne.

C'est donc un privilège pour le domaine de La Ronca, Escalona, Tolède, d'annoncer le retour de l'espèce.

En 2017, ce domaine agricole et de chasse historique créé par le légendaire et admiré gentleman italien Leo BIAGGI DE BLASYS

en 1960, a reçu l'accréditation « Wildlife Estates ». Depuis lors, le domaine, de manière totalement désintéressée, a résolument mis en œuvre la préservation de nombreuses espèces sauvages menacées en combinant les utilisations traditionnelles, l'exploitation durable et la conservation des espèces sauvages.

La recherche et le maintien du *seuil de tranquillité* de ces écosystèmes de *dehesas* séculaires et de leurs forêts bordant la rivière Alberche sous la protection de Natura

2000 et la promotion d'espèces de proies telles que les lapins, les lièvres ibériques, les perdrix rouges et les pigeons sauvages ont permis la présence de nombreux oiseaux de proie et, bien sûr, le retour de l'aigle impérial ibérique dans ces zones.

Timidement d'abord avec la présence sporadique d'un ou deux jeunes oiseaux qui sont restés quelques mois à chasser et à se percher à La Ronca en 2019, jusqu'à la présence continue, semaine après semaine depuis 2021 de 3 jeunes oiseaux plus un couple reproducteur, dont nous espérons que la saison prochaine pourra s'installer définitivement dans l'une des 3 ou 4 zones les plus éloignées et les plus abritées du Domaine.

Notre gratitude s'adresse ici à la famille MARAZZI, propriétaire de la propriété, au soutien du « Wildlife Estates » et de la Fondation de l'aigle impérial, ainsi qu'au soutien de la Direction générale de l'environnement de la Commission européenne qui, depuis Bruxelles, a suivi de près le développement de cette expérience, et ma reconnaissance la plus sincère au travail efficace du directeur et des gardes-chasse de La Ronca, les véritables architectes de ce succès, Paco, Andrés et Javi. Merci surtout à eux trois.

La promotion des espèces proies à La Ronca, ainsi que la conservation d'un seuil de tranquillité élevé, sont deux facteurs clés pour expliquer le retour des aigles impériaux.





EUWAY - conférence finale sur le projet relatif à la pénurie d'eau

EUWAY, un projet Erasmus+ financé par l'UE et coordonné par ELO, a tenu sa conférence finale le 7 mars au Parlement européen à Bruxelles. Ce projet de deux ans a analysé la pénurie d'eau et développé des modules de formation destinés aux jeunes agriculteurs (ou aux agriculteurs de tous âges qui prévoient de rester dans l'agriculture pendant les 20 à 40 prochaines années).

Daniel MONTELEONE, ELO

La conférence était animée par Camilla LAURETI, eurodéputée italienne qui est l'une des principales voix sur les questions liées à l'eau, et modérée par Delphine DUPUEUX, directrice de l'intergroupe des relations avec le Parlement à ELO. Après que ces deux personnes aient présenté le sujet et expliqué l'événement, le public a entendu trois points de vue gouvernementaux différents. Claudia OLAZABAL, DG ENVI, a discuté du potentiel de réutilisation de l'eau dans l'agriculture, Patrick KELLY, DG AGRI, a expliqué le rôle de la PAC dans l'amélioration de la résilience de l'eau dans l'agriculture et Bernard DE POTTER de l'Agence flamande de l'environnement, qui a donné le point de vue flamand sur la situation.

La partie suivante de la conférence a été consacrée aux résultats du projet. Daniel MONTELEONE, ELO, a prononcé un discours remerciant tous les partenaires et préparant le public à accueillir Stephanie MOORE, TUS, qui a non seulement présenté les modules de formation, mais aussi les nombreuses études de cas et les rapports qui ont été rédigés dans le cadre du projet en si peu de temps. EUWAY a également eu la chance d'accueillir les invités Stefano FRANZIA et Dr. Andrea CICHETTI ont don-

né des stratégies spécifiques pour retenir l'eau, basées sur le travail qu'ils ont effectué en Romagne.

Les présentations finales ont fait l'objet d'une table ronde, avec une variété d'opinions, y compris Jan COOLS, coordinateur de recherche de l'Institut de l'environnement et du développement durable à l'Université d'Anvers, Sergiy MOROZ, responsable politique pour l'eau et la biodiversité, EEB, et Henk VAN SCHAİK, ambassadeur de l'eau et du patrimoine de l'ICOMOS, qui ont tous donné leur avis non seulement sur les résultats du projet, mais aussi sur la rareté de l'eau et les questions qui y sont liées.

La réunion a été suivie par d'excellentes conversations entre les participants et les intervenants. Toutes les présentations ont été partagées avec les participants et seront disponibles sur le site web d'EUWAY.

Dans l'ensemble, le projet EUWAY a été un véritable succès ! Tous les résultats ont été élaborés, y compris 5 rapports nationaux et un rapport de synthèse expliquant la situation existante en Europe. Au lieu de 10 études de cas, le sujet a suscité un tel intérêt que les partenaires ont élaboré 12 études de cas. Les modules ont fait l'objet d'un

examen approfondi (et de compliments) de la part d'experts et de parties prenantes externes, et les essais pilotes ont également été un succès, avec la participation d'agriculteurs et de propriétaires terriens de toute l'Europe. En outre, tous les résultats ont été traduits dans toutes les langues des partenaires, à savoir le français, l'allemand, l'italien, l'anglais, le slovène et l'espagnol.

Bien que le projet se termine le 31 mars, les résultats continueront d'être développés pendant au moins les cinq prochaines années, voire plus, notamment lors du « ForumforAg » et d'autres événements internationaux de grande envergure. Si vous souhaitez en savoir plus sur le projet, n'hésitez pas à consulter le site web <https://euway-erasmus.eu/> ou à envoyer un courriel au coordinateur du projet à l'adresse Daniel.Monteone@elo.org.

Si vous êtes intéressé par d'autres collaborations sur les thèmes de l'eau, de l'agriculture ou d'autres sujets similaires, ELO est toujours prête à discuter des opportunités de projets qui aideront les agriculteurs et les propriétaires fonciers à faire face à la réalité toujours plus exigeante.



Key solutions towards environmental sustainability – Forest Biomass, Biodiversity & Soil

Monday, March 25, 2024

14:00 – 18:30 (CET)

Residence Palace – Brussels

Under the umbrella of the



Co-organisé par le ForumforAg partenaire fondateur de l'Union européenne Organisation des propriétaires fonciers (ELO) et l'Initiative pour les forêts du futur (FFI) cet événement fait partie de la conférence annuelle du Forum pour le Futur de l'agriculture

La Future Forest Initiative (FFI) est une plateforme créée en 2022 pour favoriser le développement de solutions innovantes et des solutions durables pour la forêt en période de changement climatique. C'est le premier projet durable d'Europe Centre d'innovation pour les forêts et Climat. Basé à Blankenburg (Harz), il combine le pouvoir innovant des startups, le savoir-faire scientifique et les valeurs empiriques de l'économie établie. Et offre toute l'aide nécessaire pour mettre des solutions pratiques sur le marché. Le FFI soutient des événements participatifs internationaux comme le Future Forest Forum et le premier accélérateur de startups pour les forêts en Europe.

Pour plus d'informations : www.forumforag.com



CountrySide

is a publication of the ELO
in English and French

5 Euros

Publisher :

Thierry de L'ESCAILLE

Chief editor :

Emmanuelle MIKOSZ

Text editor :

Sophy SMITS van OYEN-MALTZOFF,

Design & proof readers

Jehanne de DORLODOT - VERHAEGEN
Elodie CHAMPSEIX

Back office:

Adriana ESCUDERO

Rue de Trèves, 67

B - 1040 Bruxelles

Tel. : 00 32 (0)2 234 30 00

Fax : 00 32 (0)2 234 30 09

countryside@elo.org

Internet Site : www.elo.org

Forum for the Future of Agriculture 2024 Annual Conference



Restoring the opportunity for food system transformation

**Tuesday, March 26, 2024
09:00 - 17:00 (CET)**

The Forum for the Future of Agriculture Annual Conference will be held on Tuesday, March 26, 2024, consisting of live broadcasts, moderated panel discussions and dialogues, interactive interventions, and networking opportunities.

We are pleased to invite you to join us in person or online in Brussels on March 26, where we will discuss the challenges facing the food system and the environment with some great speakers and panellists.

















We are looking forward to taking forward the dialogue and to engage with you all.

Founding & Strategic partners



Supporting partners

Currently confirmed speakers

 Sébastien Abis Managing Director, Club DEMETER	 Stefania Avanzini Director, One Planet Business for Biodiversity, World Business Council for Sustainable Development	 Saswati Bora Global Director for Regenerative Food Systems, The Nature Conservancy	 Alessandro Cataldo Partner, Head Transaction Strategy & Execution, EY Parthenon Switzerland, and farmer	 Ranveer Chandra Managing Director for Research for Industry, and CTO of Agri-Food, Microsoft
 Patrick Child Deputy Director General, Environment, European Commission	 Máximo Torero Cullen Chief Economist, Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)	 Boris Erg Director, IUCN European Regional Office	 Catherine Geslain-Lanéelle Director Strategy and Policy Analysis, DG AGRI, European Commission	 Martin Hlaváček Member of the European Parliament
 Chris Hogg Global Head of Public Affairs, Nestlé	 Lee Ann Jackson Head of Division, Agro-food Trade and Markets, OECD	 Amy E. Johnson Conservation Biologist and Program Director, Smithsonian	 Jörg-Andreas Krüger President, NABU	 Petra Laux Chief Sustainability Officer & Head Sustainability and Corporate Affairs, Syngenta
 Ursula von der Leyen President of the European Commission	 Samo Login Founder and CEO, LoginEKO	 Janez Potočnik Chair Forum for Ag and Chairman RISE Foundation	 Martin Reesink Advisor to the Board on Food & Agri EU matters, Global Food & Energy Networks team, Rabobank	 Ana Roš Michelin Star Chef
 Vanessa Stiffler- Claus Vice President, International Policy & Strategy, John Deere	 Jurgen Tack Secretary General, European Landowners' Organization	 Mark Titterton Co-Founder & Director, Forum for the Future of Agriculture	 Thomas J. Vilsack United States Secretary of Agriculture	 Mary Whittow Principal Consultant of Sustainable Agri-Food, Anthesis Group

Latest agenda visit www.forumforag.com